

CH. DE LARIVIÈRE

Ancien Régent de la Banque de France, ancien Directeur de la « Revue des Études Franco-Russes »
Président de la Section Slave du Comité de Relations Internationales de Marseille
Trésorier de la Société de Géographie de Marseille



L'UKRAINE

ET LA

PETITE ENTENTE



COMITÉ DE RELATIONS INTERNATIONALES
INTELLECTUELLES ET ÉCONOMIQUES

Sous le patronage de la Chambre de Commerce de Marseille
(Palais de la Bourse

—
1920

DU MÊME AUTEUR :

L'Alliance Franco-Russe. — Une brochure. 1887 (épuisée).
Mirabeau et ses Détracteurs. — Une brochure. 1892 (épuisée).
Librairie Fischbacher.

Les Origines de la Guerre de 1870. — Un volume de la Bibliothèque Utile. 1893.
Librairie Félix Alcan.

Catherine II et la Révolution française, d'après de nouveaux Documents (Introduction de M^r Alfred Rambaud). — Un volume in-12. 1897..... 3 fr. 50.
Librairie H. Le Soudier.

La France et la Russie au XVIII^e Siècle (Première série) (Études d'Histoire et de Littérature Franco-Russe). — Un volume in-12. 1909 3 fr. 50.
Librairie H. Le Soudier.

POUR PARAÎTRE SUCCESSIVEMENT :

Catherine II intime : La Famille les Favoris.
Les Souverains à Paris au XVIII^e Siècle.
Catherine II et les Femmes.
La France et la Russie au XVIII^e Siècle (Deuxième série).

L'UKRAINE ET LA PETITE ENTENTE



INTRODUCTION



Le cri de Vive la Pologne ! et le cri de Vive l'Ukraine ! sont deux cris parallèles qui se complètent et doivent se confondre.

Ils émanent de la même directive et exigent la même politique.

C'est ce qu'il faut démontrer.

Après avoir reculé devant les troupes de la Russie méridionale comme devant celles de la Pologne triomphante, les armées du Bolchevisme ont repris l'offensive. Si Wrangel n'est pas dans une situation désespérée, il est du moins refoulé en Crimée et condamné à une stricte défensive. Ceux qui annonçaient prochaine, — une fois de plus, — la fin du régime de Moscou, pourraient encore se tromper. Quoi qu'il en soit, les nuages, qui, depuis plus de deux ans, se sont amoncélés sur l'ancienne Russie, ne sont aucunement dissipés. La résistance est encore manifeste. Il sera dit que si l'étincelle de 1914 a éclaté dans les Balkans, c'est encore dans les régions balkaniques que l'incendie aura le plus tardé à s'éteindre. Les esprits y sont volcaniques ! La question d'Orient a toujours dominé et étreint la situation européenne.

Le vaste monde slave, l'Asiatique comme l'Européen, est donc encore sillonné d'éclairs. Les coups de foudre se succèdent à l'envi et dans toutes les directions. L'explosion la plus récente est celle de Vilna. L'horizon

n'en est pas éclairci. Il y a quelques semaines, la tempête grondait plus forte que jamais, puisque la Pologne, relevée, a failli sombrer à nouveau. Les troupes rouges, éparses mais tenaces, ont reparu un peu partout, tantôt en recul, tantôt en avance. La victoire polonaise et la poussée du général Wrangel avaient fait prévoir une ère nouvelle. Il n'en est rien. La paix de Riga a permis aux Bolchevistes de concentrer leurs forces en Russie méridionale et d'y obtenir un nouveau succès.

Ce ne sont pas les armées d'un amiral Koltchak ou d'un général Denikine, en effet, qui pouvaient songer à édifier quelque chose de durable. Mal informée par des missions militaires et diplomatiques, mal conseillée et mal inspirée, l'Entente a prêté tour à tour et à la fois son appui à ces défenseurs ou plutôt à ces débris de l'ancienne Russie tsariste. Nous saurons un jour les dessous et les à-côtés de ces incohérences. Koltchak rêvait-il de reconstituer la Grande Russie ? Les Alliés se sont laissés prendre à ce vaste programme de rénovateur de l'Etat russe. Comme si un vieil édifice qui croulait de toutes parts pouvait être réédifié ! Et il n'en était guère autrement des projets de Denikine ! Son cas est encore plus compliqué et obscur, car ce n'est pas seulement contre les Bolchevistes qu'il tournait les canons et les fusils qu'il tenait des Alliés. Il les tournait également contre ceux-là même qui combattaient les Bolchevistes, — j'ai nommé les Ukrainiens, — et si bien, qu'il a pu être accusé de recevoir le concours de l'Allemagne tout comme celui de l'Entente. Il y avait là un double jeu qui était fait pour affaiblir le front anti-bolchevik, et qui faisait le jeu de l'Allemagne.

Or, pour toute personne possédant de la Russie actuelle quelques vagues notions, — il serait difficile d'en avoir de décisives, — la reconstitution de l'Etat russe est irréalisable. L'Entente n'a donc fait que s'accrocher à tour de bras à un moulin à vent qu'elle était impuissante à diriger. M. Louis Barthou, à propos d'un Koltchak et d'un Denikine, a pu dire : « Nous avons été trompés, et la vérité commence à se faire jour. »

Est-il à craindre que l'Entente retombe dans les mêmes erreurs et éprouve les mêmes déceptions? Il importe que les avatars de Koltchak et de Denikine n'aient pas de récédive. Le général Wrangel est-il d'une autre trempe que ses prédécesseurs? Du moins, ses efforts, mieux combinés et plus sagement coordonnés, permettaient de le croire. M. Charles Rivet, correspondant du Temps en Orient, nous trace cette silhouette : « Il y a de l'aigle dans le facies et le regard de cet homme, un regard métallique qui impressionne. Il est taillé pour la légende. Elle se créera. Il est l'homme résolu pour mener des louvoyants » (1). La puissante offensive bolcheviste de ces jours derniers a ruiné ces espérances. Si la France a fait preuve de quelque hâte en reconnaissant le gouvernement de la Russie méridionale, — l'avenir seul en marquera le bien-fondé — elle a montré une initiative courageuse. Elle en aurait été empêchée si elle ne s'était pas dégagée à point de la tutelle de l'Angleterre. Et elle n'a fait, du reste, que se conformer à sa politique de sage libéralisme, puisque, au contraire des Soviets, qui sont le produit d'une poignée d'audacieux et ne représentent aucunement l'immense Russie, le général Wrangel a proclamé et répété qu'il laissait à une assemblée populaire où se rencontreraient à la fois le cosaque, le montagnard, le citadin et le paysan, le soin de décider ce que doit être la Russie de demain, et elle ne saurait être tsariste! « Denikine luttait contre les nationalistes : Wrangel leur demande et obtient leur collaboration. » Il appartenait à la France de démêler le degré de sincérité de ces dispositions de libéralisme et de savoir si elles étaient susceptibles d'entrer dans le domaine des réalisations !

Tandis que le Bolchevisme représente le terrorisme du prolétariat, lequel n'est qu'une forme populaire du terrorisme impérialiste, le gouvernement du général Wrangel paraissait donc avoir le souci de laisser à la nation, librement consultée, le droit de parler et de fixer l'avenir de la Russie.

(1) « Le Temps » du 26 octobre 1920.

Loin de nous la prétention d'indiquer quelle voie les Alliés auraient dû ou doivent suivre sur ces chemins de Russie, où il y a plus d'épines que de roses ! La situation est tellement trouble qu'il serait prématuré de se prononcer.

Mais est-il inutile de marquer certains côtés du problème, de faire quelques observations de principe ou de circonstance, de déclarer qu'à une situation nouvelle il est besoin de directives nouvelles, sans faire abandon, pour cela, de la tradition qui a fait ses preuves, de dire enfin qu'il existe des éléments dont on a fait fi et dont il semble qu'on pourrait tirer parti ?

Nous n'avons pas d'autre but que de présenter ces quelques réflexions.

Il est un fait, en particulier, qui doit sauter aux yeux de tous, c'est que l'Europe de l'Entente, — celle des nationalités, — qui a eu le mérite de reconstituer la Tchéco-Slovaquie et la Pologne, et de libérer les Yougo-Slaves, a voulu négliger plusieurs autres pays déjà constitués ou en formation, et notamment celui qui s'appelle l'Ukraine. Or, la Petite Russie comprend — en des frontières, il est vrai, encore peu précises, — près de 40 millions d'habitants ! Le rôle qu'elle est appelée à jouer est-il tellement négligeable ? Elle ne paraît pas disposée à se laisser étouffer, bien qu'il lui ait manqué jusqu'à ce jour la personnalité digne d'incarner en elle ses aspirations patriotiques. Dès lors, ne constitue-t-elle pas un élément important dans le nouvel édifice des nationalités ? Et elle n'est pas la seule pour laquelle il soit permis de se le demander. A la France d'adopter et d'adapter la politique qu'on attend d'elle !

Marseille, le 10 novembre 1920.

La Russie d'hier. - Celle d'aujourd'hui. L'inconnu de demain.

Certes, à cette heure, personne ne peut dire ce que sera la Russie de demain.

Il suffit de constater que l'ancienne Grande-Russie ne saurait renaître, pas plus sous la main d'un dictateur du prolétariat que sous celle d'un empereur.

La Grande-Russie d'Europe et celle d'Asie offrent un assemblage de races et de nationalités qui ne sont aucunement portées à s'assembler et à s'unifier. La diversité et l'éparpillement sont à l'ordre du jour. Esthonie, Lithuanie avec ou sans Vilna, Lettonie, Finlande, Géorgie, République du Kouban, République du Caucase du Nord, Arménie, République de l'Azerbeïdjan, Ukraine, etc., sont déjà plus ou moins bien assises. Il n'est pas de collectivité, — si minime soit-elle, — qui n'ait la prétention de faire valoir ses droits à l'indépendance et à l'autonomie. L'ancien Empire des Tsars est voué à l'émiettement.

Dépourvue d'une âme nationale, la Grande-Russie, après avoir été impuissante à briser un Nicolas ou un Raspoutine, a été également impuissante à secouer le joug révolutionnaire.

Il s'est peut-être trouvé en Russie des esprits, — dont les lectures avaient été mal digérées, — qui ont été séduits, — au début de la révolution, — par la suppression des frontières et par-dessus le marché, des abus, — sur le papier. — Mais pour les esprits impartiaux ou avisés, cette crise d'internationalisme a pris fin. Le bloc de ce qui reste de la vieille Russie a encore un aspect amorphe. Malgré tout, la Russie parviendra à se ressaisir. Certes, ce ne saurait être avec les débris de l'ancien

régime. Il faut un organisme neuf. Ce ne sera pas davantage sous le coup de barre d'un Kérénsky : le souvenir qu'il a laissé en Russie est tel qu'il suffirait de son intervention pour rendre au Bolchevisme agonisant un regain de vie. Les monarchistes l'accusent d'avoir favorisé le triomphe du Bolchevisme, en faisant relâcher Trotzky et ses partisans lors de la première émeute de juillet 1917, et en trahissant Kornilof ; et la Russie populaire l'accuse de ne pas reconnaître le droit des nationalités. Sera-ce sous une nouvelle poussée de Wrangel ? Il n'y a pas probabilité. L'avenir est plutôt aux nationalités qui pourront se constituer, et sans Wrangel.

Il n'est pas douteux que le nationalisme de bon aloi — celui qui ne se réclame d'aucune ridicule surenchère — aura raison de ces excessivités. Toutes ces nationalités reconstituées ou en formation ont un droit incontestable à l'indépendance. Elles l'obtiendront. Le lien fédératif est donc le seul qui puisse en faire le faisceau.

Est-il déjà possible d'entrevoir ce que seront toutes ces nationalités qui s'étendent de Pétrograde, Arkhangel, Kiev et Moscou jusqu'à Irkoutsk et Vladivostock ? Pour certaines d'entre elles l'organisme définitif n'est pas encore fixé. Mais chacune exigera une organisation spéciale ; et, par instinct de conservation, par la force des choses, il y aura pour la plupart d'entre elles un rapprochement, un groupement. Le contact se fera par la fédération. La soudure entre ces diverses nationalités ne saurait avoir lieu que par le lien fédératif. La France n'a-t-elle pas reconnu l'indépendance de l'Azerbeïdjan bien avant de reconnaître le général Wrangel ? Et il n'est pas dit que, suivant l'idée et les vœux des hommes politiques de l'Azerbeïdjan, ne soit pas bientôt réalisée une confédération des peuples caucasiens ! En effet, les représentants des nouveaux Etats du Caucase sont prêts à conclure une union pour la lutte commune contre les Bolchevicks. Et au point de vue économique comme au point de vue moral, cette confédération serait précieuse. Le Kouban est une terre riche en blé ; le pétrole est en abondance dans le Caucase ; et la culture du coton est fort développée dans l'Azerbeïdjan.

M. A. Gauvain, du *Journal des Débats*, dont la compétence est connue, disait, il y a peu de jours, que le système fédératif était le seul qui put convenir aux États qui naîtront de la vieille Russie.

En attendant la solution, il est des nationalités qui se sont déjà affirmées ; il en est d'autres pour lesquelles ce sera l'œuvre de demain. L'Entente n'a-t-elle pas le devoir de les aider, de les consolider, de les favoriser, d'assurer leur marche en avant ?

Qu'a-t-elle fait à cet égard ?

Dès le début, l'attention de la Conférence de la Paix avait été attirée sur le sort de ces peuples allogènes et sur l'appui que les Alliés pouvaient leur prêter. Chacun de ces peuples, désireux de s'organiser avec le concours de l'Entente, n'était-il pas susceptible d'opposer une barrière naturelle à l'expansion germanique d'une part, et à la contagion bolchevique d'autre part ? Et la plupart d'entre eux n'ont-ils pas déjà atteint un degré de civilisation et de culture supérieur à celui de la masse du peuple grand-russe ou moscovite ?

Dès le printemps de 1919, M. Jean Pélissier, directeur du Bureau des Nationalités à Paris, qui, dans les missions dont il a été chargé, a acquis une parfaite connaissance des peuples slaves et de leurs caractères, mettait en garde le Gouvernement français contre le danger, pour la cause des Alliés, d'un concours trop précipité au gouvernement de l'amiral Koltchak, sans que celui-ci donne les garanties démocratiques qu'on était en droit d'attendre de lui.

M. Jean Pélissier faisait ressortir que s'il n'y avait pas inconvénient sérieux à reconnaître l'amiral Koltchak comme chef d'un gouvernement local de Sibérie, il y avait danger, et grave, à le reconnaître comme grand chef d'un gouvernement de toute l'ancienne Russie : « Une telle mesure, disait-il dans un *Mémoire* que nous avons sous les yeux, contraire à tous les principes hautement proclamés par les Alliés, aurait immédiatement pour résultat de coaliser contre la Grande-Russie et de soulever contre l'Entente, qui fournit des armes à Koltchak, tous les peuples allogènes de l'ancienne Russie : 120 millions

d'habitants. Au lieu d'aider à la pacification de la Russie, elle ne ferait qu'augmenter le désordre, l'anarchie dans ce pays, en y déchaînant une guerre implacable entre la Moscovie et les peuples allogènes. Il n'y a pas de raison, en effet, pour que ces allogènes, — et leurs déclarations à ce sujet ne laissent aucun doute, — ne combattent pas l'impérialisme de l'amiral Koltchak avec le même acharnement qu'ils ont combattu jusqu'à ce jour l'impérialisme bolcheviste. Même si l'amiral Koltchak s'emparait de Moscou et de Kiev, et parvenait à reconstituer, avec l'appui de l'Entente, l'unité de la Russie sous l'hégémonie du peuple grand-russe, ce nouvel Etat, dépourvu d'une classe dirigeante animée d'un patriotisme russe éclairé, serait un champ de révolutions perpétuelles et deviendrait fatalement la proie des intrigues allemandes. »

Et l'auteur du *Mémoire* se demandait, d'ailleurs, si Koltchak était homme à rester fidèle à une politique ententiste tant au point de vue intérieur qu'au point de vue extérieur. Aussi, sa conclusion était-elle claire, précise, formulée sans hésitation : « La seule solution qui s'impose, si l'on veut remettre de l'ordre en Russie, c'est de reconnaître tous les gouvernements déjà constitués ou en formation qui plongent des racines dans les masses populaires, et de leur fournir sans tarder une aide efficace qui leur procure une organisation définitive et leur permette de continuer la lutte contre les Bolcheviks. L'amiral Koltchak ne doit être reconnu par l'Entente, comme dictateur de la Sibérie et de la Grande-Russie, que s'il prend l'engagement de reconnaître les droits nationaux des peuples qui se sont constitués sur les débris de l'ancienne Russie. »

Et comme la Conférence de la Paix, tout en admettant le principe de ces idées, oubliait négligemment l'Ukraine, ou la passait insidieusement sous silence, l'auteur du *Mémoire* concluait par ces mots, dont la fermeté n'échappera à personne : « Considérer l'Ukraine comme une province de la Russie et placer le peuple ukrainien contre sa volonté sous la dictature pure et simple de Koltchak, serait une erreur fatale. »

d'habitants. Au lieu d'aider à la pacification de la Russie, elle ne ferait qu'augmenter le désordre, l'anarchie dans ce pays, en y déchaînant une guerre implacable entre la Moscovie et les peuples allogènes. Il n'y a pas de raison, en effet, pour que ces allogènes, — et leurs déclarations à ce sujet ne laissent aucun doute, — ne combattent pas l'impérialisme de l'amiral Koltchak avec le même acharnement qu'ils ont combattu jusqu'à ce jour l'impérialisme bolcheviste. Même si l'amiral Koltchak s'emparait de Moscou et de Kiev, et parvenait à reconstituer, avec l'appui de l'Entente, l'unité de la Russie sous l'hégémonie du peuple grand-russe, ce nouvel Etat, dépourvu d'une classe dirigeante animée d'un patriotisme russe éclairé, serait un champ de révolutions perpétuelles et deviendrait fatalement la proie des intrigues allemandes. »

Et l'auteur du *Mémoire* se demandait, d'ailleurs, si Koltchak était homme à rester fidèle à une politique ententiste tant au point de vue intérieur qu'au point de vue extérieur. Aussi, sa conclusion était-elle claire, précise, formulée sans hésitation : « La seule solution qui s'impose, si l'on veut remettre de l'ordre en Russie, c'est de reconnaître tous les gouvernements déjà constitués ou en formation qui plongent des racines dans les masses populaires, et de leur fournir sans tarder une aide efficace qui leur procure une organisation définitive et leur permette de continuer la lutte contre les Bolcheviks. L'amiral Koltchak ne doit être reconnu par l'Entente, comme dictateur de la Sibérie et de la Grande-Russie, que s'il prend l'engagement de reconnaître les droits nationaux des peuples qui se sont constitués sur les débris de l'ancienne Russie. »

Et comme la Conférence de la Paix, tout en admettant le principe de ces idées, oubliait négligemment l'Ukraine, ou la passait insidieusement sous silence, l'auteur du *Mémoire* concluait par ces mots, dont la fermeté n'échappera à personne : « Considérer l'Ukraine comme une province de la Russie et placer le peuple ukrainien contre sa volonté sous la dictature pure et simple de Koltchak, serait une erreur fatale. »

Pouvait-on être plus clair et plus précis ? Il ne pourra pas être dit, dès lors, que l'Entente n'a pas été prévenue.

Et ce qui a été dit de Koltschak a été répété, et plus vivement encore, à propos de Denikine, dont l'action fut plus trouble et plus compliquée.

Aujourd'hui la situation ne s'est guère améliorée. Elle s'est plutôt aggravée. Car, malgré ses défaites, l'Ukraine n'est pas prête à abdiquer ses droits. Malgré le flottement, la faiblesse et l'insuffisance des gouvernements successifs qu'elle a subis, malgré le sort de sa capitale plusieurs fois entre les mains des Bolcheviks, le récent traité russo-polonais reconnaît son indépendance, — donc elle existe. — Et sa force de résistance est un sûr garant de sa vitalité.

Il importait donc que les Alliés se décident à négocier avec les peuples constitués sur les débris de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Russie, et leur prêtent le concours auquel ils peuvent prétendre. L'Entente l'a si bien compris qu'elle l'a fait avec la plupart d'entre eux. Il suffit de citer la Pologne, la République tchéco-slovaque, l'Etat serbo-yougo-slave, l'Esthonie, la Lithuanie et plusieurs autres. Mais elle n'a pas été jusqu'au bout de cette directive et a refusé, par exemple, à l'Ukraine, une reconnaissance officielle.

La France, il est vrai, a fait preuve d'une toute particulière clairvoyance. Vis-à-vis de la Pologne, elle a eu conscience de son devoir et de ses traditions. Sans se séparer de l'Angleterre et de l'Italie, à l'alliance desquelles elle veut rester attachée, elle a, avec une résolution peu commune, saisi le moment favorable pour rompre avec une politique qui nous mettait, nous le peuple victorieux, à la remorque de nos alliés. La France a repris sa liberté d'action. Il semblait, en effet, que depuis notre victoire si chèrement achetée, notre politique eût abdicqué. C'est à l'initiative, au tact et à la fermeté de M. Millerand que la France doit de s'être affranchie de toute chaîne. Fidèle à la politique dont le cri de Floquet était imprégné, elle a donné son cœur à la cause polonaise. Les événements, malgré la faute de Vilna, lui ont donné raison.

La France, en refusant du même coup toute compromission avec le Bolchevisme, a montré à ceux qui, sous une forme prolétarienne, voudraient nous ramener aux plus tristes jours de l'autoritarisme impérialiste, quel était le droit chemin.

Aussi, comme nous comprenons ce cri du cœur d'un de nos plus avancés socialistes français qui, l'autre jour, dans une solennelle séance de la Confédération Générale du Travail, s'écriait : « Nous sommes contre toute dictature, celle prolétaire comme celle militaire ! »

Mais le geste de la France envers la Pologne suffit-il pour réédifier ce fameux système de la *Barrière de l'Est* qui, dès la seconde partie du XVII^me siècle jusqu'à *finis Poloniæ*, resta le guide de la diplomatie française de l'ancien Régime ?

Certes, les Etats déjà constitués et ceux en espérance forment la partie la plus intelligente, la plus saine, la plus cultivée de l'immense pays slave. C'est chez eux qu'ont surgi des personnalités qui ont fait triompher leurs justes revendications. La Tchéco-Slovaquie, par exemple, n'a-t-elle pas vu sa cause admirablement servie par Masaryck, par Kramarcz, par Benès, etc. ? Et c'est peut-être parce que l'Ukraine n'a pas trouvé *la* ou *les* personnalités d'envergure nécessaire, qu'elle n'a pas encore conquis officiellement la place qui, au nom du principe des nationalités, lui revient de droit.

Peu importe le joug dont ces nations se sont affranchies : allemand, russe ou autrichien. Leurs aspirations ont triomphé ; elles ont réussi à réparer les crimes des guerres de l'ancien régime et des partages que le bon plaisir d'un *trio* de souverains avait imposé à l'Europe. Aux Etats encore en formation d'imiter ceux qui les ont devancés.

Pendant que ces nationalités parvenaient à se reconstituer, en Russie proprement dite l'âme de la nation n'a pas trouvé moyen de s'affirmer. Sous les Tsars, en effet, la Russie était entre les mains d'une aristocratie en grande partie ayant des attaches allemandes, qui s'est réfugiée dans les provinces baltes, surtout en Courlande,

d'une aristocratie terrienne ou locale qui s'est dispersée devant les menaces bolchevistes ou bien a été leur victime, et dont il ne reste que des fragments. Et en face de ces aristocraties disséminées ou de ces intellectuels isolés et impuissants, le moujik, ignare, brutal, inerte, mystique, qui s'est laissé hypnotiser par cette panacée : *La Terre à tous*.

La culture russe n'était guère qu'une culture aristocratique et d'importation étrangère. La Révolution ayant fait craquer « ce vernis de civilisation », il n'est resté qu'une masse impropre à vibrer à tout sentiment patriotique et n'obéissant qu'à ses appétits.

A l'heure actuelle, il existe donc, dans l'ancien Empire des Tsars, les pays qui ont trouvé leur assiette définitive et ceux qui la cherchent.

L'Ukraine et le Gouvernement de la Russie méridionale sont de ces derniers. Et ils ne seront pas les seuls.

Sur notre Politique en Orient depuis 1914. A propos de l'attitude de l'Angleterre.

Notre politique orientale, depuis 1914, a été faite d'incohérences assez étranges, ou du moins de mouvements singulièrement saccadés.

C'est le moins qu'on en puisse dire.

L'occupation de Salonique, il est vrai, a procédé d'un point de vue juste. Elle fut le point de départ de notre tardive expédition. On sait comment elle fut exécutée.

Il a fallu du temps pour que se dissipent nos illusions sur la Bulgarie de 1914 et de 1915. Si bien que nous avons tendance aujourd'hui à faire porter sur le peuple bulgare, dont une bonne partie nourrit des sympathies pour la France, les responsabilités d'une politique qui n'a été que le fait d'un prince sans attaches balkaniques et de ses partisans sans scrupules.

A quoi bon répéter ce qu'il faut penser de l'intervention Roumaine, qui, déclanchée ou trop tôt ou trop tard, subit le contre-coup de son manque de cohésion avec les Alliés ?

Il a été dit qu'il n'eût pas été impossible de gagner les Jeunes Turcs à la cause de l'Entente, ou du moins de rallier quelque parti de la vieille Turquie, — en faisant le sacrifice nécessaire, — et par là de briser dès le début l'influence allemande qui, à Constantinople et dans le Levant, s'est faite si tenace et gigantesque.

Nos faiblesses à l'égard de la Grèce royale sont à l'esprit de tous. Il n'a pas suffi d'un Vénizelos, élevant l'étendard d'une révolte bien conduite, pour assainir le cloaque d'Athènes. La Grèce n'a marché dans notre sphère, ainsi que tout son passé l'y appelait, que du jour où les Alliés se sont résolus — un peu tard — à envoyer un haut-commissaire général du nom de Jonnart, qui,

par son autorité, ses initiatives et sa fermeté, a levé tous les obstacles et forcé celui que les Grecs avaient été impuissants à réduire, à prendre la fuite.

L'histoire saura dire les nombreuses fautes que l'Entente a commises en Orient. Peut-être sera-t-elle plus indulgente pour la France, dont la clairvoyance fut rarement en défaut, que pour certains autres pays d'une perspicacité moins prompte. Quand il s'agit d'une mer comme la Méditerranée, où les hommes sont tombés par milliers, à Gallipoli et autres lieux, en outre des milliards qui y furent engloutis, le manque de clairvoyance ressemble à un crime. L'Entente manqua singulièrement de ce prestige qui, en Orient surtout, est la force principale.

L'Angleterre, dira-t-on, n'a pas fait mieux. Soit. Peut-être sera-t-il établi qu'en plus d'une circonstance elle fit office de frein et retint les initiatives hardies et pratiques. L'Angleterre n'est pas généralement prompte à prendre les résolutions suprêmes. Mais quand deux associés commettent des fautes, ne retombent-elles pas également sur l'un et sur l'autre ? Faiblesses et retards, certes, ne furent pas toujours le fait de la France. Mais notre politique d'entente fut trop souvent le jouet des événements et des circonstances. Et c'est la France qui a le plus perdu à ces complaisances et à ces manquements de claire compréhension de la situation. Le verdict que l'histoire prononcera sur la marche des armées et sur celle des négociations sera peut-être sévère, malgré la victoire finale, malgré la capitulation de la Bulgarie, malgré les succès que nous avons contribué à assurer à la Grèce agrandie, à la Serbie reconstituée. Il eût fallu prévoir. La politique des petits paquets a plus coûté, sans doute, qu'une intervention hardie, solide, à grande envergure et mieux combinée.

A propos des puissances slaves, il serait précieux de ne pas tomber dans les mêmes errements.

C'est M. Lloyd George, lequel songe plus au bien-être de l'Angleterre qu'aux justes revendications de la France, — et nous ne saurions l'en blâmer, — qui déclarait, il y

a six mois, que la politique actuelle devait être « de combattre l'anarchie par l'abondance ».

Admirable programme pour attirer à Londres des délégués soviétistes qui l'ont remercié de ses complaisances par la propagande que l'on sait !

Mais comment entendait-il appliquer ce programme ?

« M. Lloyd George compte toujours sur les greniers de la Russie. C'est pourquoi il pousse les gouvernements alliés à traiter avec le gouvernement des soviets. » Telles semblent avoir été, en effet, les vues de M. le Premier d'Angleterre. A partir de la Conférence de San-Remo, cette étrange politique s'accrut au fur et à mesure des événements. Loin de marquer à la Russie de Lénine la moindre rigueur de la création à Londres de quelque Soviet, M. Lloyd George usa d'une large tolérance pour toute propagande. Le Bolchevisme eut en Angleterre son journal attitré. Et si M. le Premier ne rechercha pas la venue à Londres d'un Krassine et du très honorable Kamenev, il leur a fait l'accueil de conférer avec eux.

Malgré M. Lloyd Georges, il est permis de se demander « s'il suffisait de traiter avec Moscou pour que les Bolchevistes soient capables de ravitailler l'Occident ». Comme si les Bolchevistes ne songeaient pas tout d'abord à se ravitailler eux-mêmes ! La Russie soviétique n'excelle pas par une production intensive. Elle manque d'à peu près tout. C'est en *acheteur* plutôt qu'en *fournisseur* qu'elle se présenterait le jour où l'Europe traiterait avec elle, — à supposer que ses engagements soient clairs et nets et qu'elle veuille les tenir. — Et à supposer qu'elle ravitaile l'Europe en blé ou autres produits agricoles, c'est l'Allemagne et les puissances centrales qui, les premières, en auraient bénéficié. « Le commerce avec elle, a dit avec esprit *Le Temps*, commencerait par agir à la façon d'une pompe aspirante. »

Un jour viendra où la Russie pourra reprendre ses exportations. Est-ce possible tant qu'elle jouit du régime des Soviets ? Ce sera le jour où elle se sera remise au travail. N'est-il pas arrivé à Marseille, il y a quelques semaines, deux ou trois bâtiments d'Odessa, avec des

chargements de blé ? C'est le général Wrangel qui nous les envoyait. Tout d'abord la Russie devra s'approvisionner d'outillage agricole et industriel. Et quand sa production répondra à ses efforts, la Russie des Coopératives centralisées de Moscou nous dira : « Charité bien ordonnée commence par soi-même. » Elle en a le plus pressant besoin à cette heure ; malgré ses succès militaires, le gouvernement des Lenine et Trotsky est paralysé par la famine.

Dès lors le problème change d'aspect. Le Gouvernement soviétique emploierait pour son usage le *personnel* et le *matériel* qui lui seraient fournis. Et au lieu de ravitailler l'Occident, il s'appliquerait plus que jamais à bouleverser l'ordre européen. Chose curieuse : le Premier d'Angleterre n'a pas vu que la question était politique avant que d'être économique ! En réalité, préparer l'abondance de pareille façon n'est que favoriser les idées anarchistes.

L'Angleterre a souvent voulu imposer ses théories économiques. Croit-elle encore que le commerce suffit à assurer le bonheur des peuples ? Il y contribue, certes. Mais il y a une question d'ordre moral plus élevée.

Le programme de M. Lloyd George a cependant sa raison d'être. Le problème économique qu'il soulève doit être poursuivi et résolu. Mais au lieu de l'être avec le Gouvernement de Moscou, c'est avec les Etats slaves de la nouvelle Europe.

Ceux-ci n'ont pas seulement la faculté de pouvoir créer un barrage politique ; à cet égard leur raison d'être est de tenir à l'arrière un rôle de sentinelle qui, par un jeu de sage équilibre, sera appelé à préserver l'Occident des invasions qu'il aurait à redouter. Les Etats slaves ne peuvent-ils pas, eux aussi, du moins en quelque mesure, ravitailler l'Europe occidentale ? Soit par la ligne d'Odessa à Marseille, soit par le Danube, fleuve international dont on ne saurait négliger l'importance, soit par toute autre voie.

Nous n'avons pas la prétention de croire que la Bohême, la Pologne et les autres Etats slaves ou balkani-

ques sont capables de nous ravitailler en produits de toute sorte. Mais ils le peuvent en beaucoup de matières. Qui ne sait, par exemple, que les pétroles de Roumanie sont d'une grande richesse et qu'il serait précieux d'en canaliser l'exportation ? A nous de les utiliser. Et qui ne sait que l'Ukraine a toujours été considérée comme le grenier de la Russie ? Les rives du Dnieper et du Dniester, les plaines du pays des Cosaques, sont d'une production agricole intense. Et l'Ukraine, depuis deux ans, ne demande qu'à nous fournir ses produits. L'Entente n'a pas su ou n'a pas voulu en tirer parti. Il semble que la France elle-même, qui, d'ordinaire, a eu la vision nette des choses, n'a pas compris l'importance des suggestions et des avances qui lui étaient faites. Là, cependant, sur quelques points, est le nœud du problème économique.

Le Gouvernement de l'Ukraine a été, dès l'origine, essentiellement démocratique. Tandis que la Pologne a un passé aristocratique, intellectuel, et a eu sa mission historique, le peuple ukrainien est un peuple paysan. La France lui a envoyé des missions, mais elle ne lui a fait aucun crédit. Au point de vue économique, cependant, ses coopératives sont parfaitement indépendantes et distinctes de celles de Moscou, comme on nous l'écrivait il y a quelques mois : « Les paysans de l'Ukraine ne donneront jamais leur blé aux Coopératives de Moscou », qui ont été centralisées et soviétisées, « pas plus qu'ils ne l'ont donné aux Allemands, aux Bolchevistes et à Denikine, qui ont tour à tour occupé le pays. Les Coopératives de Sibérie, du Don et du Kouban, elles aussi, se sont organisées en Unions Nationales autonomes, comme celles d'Ukraine. Les Coopératives de Moscou sont les seules qui aient été nationalisées au profit des Soviets. » Pourquoi, dès lors, n'avoir pas utilisé les bonnes dispositions du peuple ukrainien ?

A vrai dire, nous ne voyons pas de nécessité à ce que les pays de l'Entente négocient avec les coopératives russes. Pourquoi entamer des négociations avec un gouvernement dont la bonne foi et la parole donnée peuvent

paraître suspects? M. Lloyd George l'a expérimenté! Aussi, maintenant, il se recueille, à la façon de l'homme qui a beaucoup travaillé! Ce qui importe, c'est qu'avant de négocier avec la Russie soviétique, on s'occupe des pays slaves, qui recherchent notre amitié et aspirent à devenir nos clients.

C'est donc au nom du principe des nationalités et au nom de cette sainte liberté qui émancipa les hommes et les peuples, que nous devons songer aux pays slaves et balkaniques; et au lieu de les abandonner à leurs propres ressources, il nous appartient de les soutenir et de les grouper en un bloc ayant pour but de faire le barrage et la diversion dont l'Europe occidentale peut avoir un pressant besoin.

A l'appel de Floquet, que nous rappelions tout à l'heure, tous les cœurs épris de liberté battaient à l'unisson, et personne en France n'eût osé prendre position contre la Pologne. Il eût été singulier, aujourd'hui, d'abandonner cette politique traditionnelle de la France. Les trois partages de la Pologne ont été faits contre nous. Varsovie était, au XVIII^m siècle, bien plus que Saint-Pétersbourg, un centre de politique française. La France a toujours soutenu la cause de la reconstitution de la Pologne, ou du moins de ses aspirations, même parfois contre la Russie amie et alliée.

Notre devoir est donc uni à nos intérêts pour réclamer que la Pologne ne puisse plus être sacrifiée. Mais pour être logique avec nous-mêmes, c'est la politique que nous avons eu la résolution d'adopter avec la Pologne que nous devons également poursuivre avec les autres pays slaves.

La Diète de Varsovie, il y a quelques mois, déclarait, à une forte majorité, qu'il ne fallait pas trop se précipiter pour engager des négociations avec les Soviets. La Diète de Varsovie, ce jour-là, avait une claire vision de la situation, puisque les événements ont marché et puisque la collision s'est produite. La Pologne a eu le frisson de la défaite. Elle a eu aussi la sagesse de faire taire ses jalousies et d'accepter nos conseils. Elle a lieu aujourd'hui de se féliciter de la paix qui a suivi sa victoire.

La France ayant su se faire écouter à Varsovie, il importe qu'elle s'efforce également de faire prévaloir ses vues auprès des autres puissances slaves, de celles qui ont déjà fait leurs preuves d'existence et de vitalité. Et en ce qui concerne les puissances à naître, elle doit poursuivre notre traditionnelle politique de justice et d'équité. La France ne saurait oublier qu'elle est la grande libératrice démocratique des peuples.

La Barrière de l'Est au XVIII^e siècle. Son rôle de régulateur pacifique.

On sait ce qu'était jadis cette *Barrière de l'Est* et le rôle qu'elle joua dans notre lutte séculaire contre la maison de Habsbourg.

Le système comprenait, si nous laissons de côté le Danemark et la Transylvanie dont les efforts furent moindres, trois Etats, la Suède, la Pologne et la Turquie, qui, prenant à revers les vastes possessions impériales, nous préservèrent plus d'une fois des agressions de l'Autriche, prise ainsi entre deux feux. Les diversions de nos alliés intermittents ne furent pas toujours inutiles.

La diplomatie française eût pu tirer un parti considérable de cette Barrière de l'Est, si les trois Etats qui la formaient avaient pu vivre d'accord. Mais entre la Pologne et la Suède, de même qu'entre la Pologne et la Turquie, il y eut tour à tour des ambitions irréflechies, des rivalités et des discordes constantes. L'antagonisme était tel qu'il a pu être dit : « Loin de pouvoir jamais réunir la Suède, la Turquie et la Pologne dans un effort commun, la diplomatie française dut s'épuiser en efforts inutiles pour prévenir les guerres polono-suédoises et polono-turques (1). »

C'est Richelieu qui avait introduit la Suède dans la grande politique européenne. La Suède, dont les armées étaient toujours prêtes à entrer en campagne, resta longtemps l'alliée fidèle, puissante et efficace de la France.

Malgré le décousu des relations qu'il y eut entre la France et Constantinople, la Turquie n'en fut pas moins une alliée précieuse pour la Maison de Bourbon et par conséquent une ennemie redoutable pour l'Autriche.

(1) M. Alfred Rambaud : *Recueil des Instructions données à nos ambassadeurs : Russie.*

La Pologne formait la section centrale de la *Barrière de l'Est*. Elle aurait dû en être la partie la plus solide ; elle en fut la partie la plus faible. C'est que l'État polonais se composait de parties hétérogènes, constamment en opposition, et était indocile, personnel dans ses vues et présentant une véritable confusion de races, de langues et de religions. La Pologne, au lieu d'aider nos deux autres alliés, fut presque toujours l'ennemie de l'un ou de l'autre. De nos alliés de l'Est, elle fut celui sur lequel nous pouvions faire le moins de fonds.

Notre diplomatie resta fidèle à ce système jusqu'au jour où la complicité des trois souverains de Prusse, d'Autriche et de Russie, entraîna, en trois bouchées, la disparition de la Pologne. Notre diplomatie se refusa plus d'une fois à sacrifier ce système à la Russie de Catherine II, qui, entrée à son tour dans la politique européenne, y apportait un facteur nouveau et d'importance.

C'est par suite de ces divisions et de ces faiblesses que fut consommée la chute de la Pologne, que la Turquie et la Suède furent affaiblies et que notre politique, souvent arrêtée, resta stérile. Mais si notre diplomatie, plus souple et mieux avertie, tenant compte de l'entrée du facteur russe dans la politique européenne, s'était adaptée aux circonstances, peut-être aurait-elle mieux réussi à tenir en respect les ambitions de l'Europe centrale. Elle eût évité la disparition de l'un de ses alliés et les démembrements successifs des deux autres. Il eût suffi qu'au lieu de décliner les avances de la Russie, notre diplomatie les eût acceptées, canalisées et fait entrer dans le jeu de notre politique.

Il ne s'agit pas aujourd'hui de faire revivre la *Barrière de l'Est* telle qu'elle fut au XVIII^e siècle. Mais il s'agit d'approprier aux circonstances nouvelles le principe qui en était l'essence. C'est par le faisceau et par le concours des alliances des petits pays, dont elle a toujours été le défenseur avisé et désintéressé, que la France peut trouver en Orient les appuis dont elle a le plus grand besoin.

Loin de nous la pensée de faire renaître l'époque où les souverains avaient leur diplomatie secrète à côté de l'officielle et disposaient de leurs peuples pour des guerres de dynasties et de conquêtes. Ce temps ne saurait revenir. La souveraineté populaire n'est plus à discuter. Loin de nous, également, la pensée de vouloir faire servir les alliances nouvelles à des plans autres que ceux que commande une stricte défensive. Mais il est clair que les peuples que la France saura s'attacher en Orient pour tenir en respect ceux dont elle aurait tout à redouter, constitueront une sauvegarde précieuse, et à la fois pour nous et pour le maintien de la paix européenne. Il est donc de toute évidence que les puissances slaves et balkaniques qui, au nom du principe des nationalités, ont eu ou peuvent avoir le désir de se former, méritent notre vigilante sympathie.

De ce nombre il n'est pas que la Pologne, la Tchéco-Slovaquie et la Grande-Serbie. La Pologne nous a une vive gratitude de l'avoir tirée du faux-pas que lui avaient fait commettre « des ambitions irréalisables. » Elle n'a pas toujours écouté nos conseils de prudence et a trop cherché à échapper à notre tutelle. Nous avons commis, dès lors, l'erreur de faire reposer notre politique extérieure dans l'Est européen, trop exclusivement sur la seule Pologne, et sur une Pologne parfois d'apparence trop militariste. Et de même la Tchéco-Slovaquie, ainsi que la Roumanie et la Serbo-Yougo-Slavie, ne doivent pas être seules à entrer dans ce concert de l'Est européen.

L'Ukraine, la République de la Russie méridionale et les Etats qui peuvent sortir de la Russie bolcheviste, ont droit également à notre attention et à notre concours. Là est la garantie de la paix mondiale. Car là réside le contre poids qui peut assurer l'équilibre de l'Europe. L'échiquier européen s'est transformé, et les grands intérêts internationaux ont pris un caractère surtout économique. Mais pour assurer la paix, il est besoin des mêmes procédés d'alliances. La *Barrière de l'Est* n'a pas porté des fruits continus et suffisants. Il s'agit de la faire revivre, de l'assouplir et de l'appropriier au milieu de

l'Europe transformée, de lui donner enfin la destination de régulateur pacifique qu'elle doit avoir.

L'Angleterre et l'Italie, travaillées par des mouvements internationalistes, n'ont pas toujours eu le courage de se détacher et de se dégager de ces influences plutôt fâcheuses. Elles ont cédé au miroitement d'un mieux social trompeur. Leurs premiers ministres ont peut-être obéi aux directives qui pouvaient le mieux les maintenir au pouvoir. Il reste à savoir s'ils ont eu la netteté de vues qui convient aux grands politiques soucieux d'assurer la marche de l'humanité en des voies saines et justes.

Bien que le parti socialiste italien ait l'air de s'être laissé attirer dans les filets des rêveurs slaves, il y a lieu d'espérer que l'Italie aura la souplesse de couper court à toute complaisance dangereuse.

Le *virus* bolcheviste a également fait ses ravages de l'autre côté de la Manche. La grève récente est en partie la conséquence fatale des faiblesses du gouvernement de M. Lloyd George à l'égard des Krassine, Kamenef et autres envoyés de l'anarchie communiste. Leur propagande malsaine a semé le germe du terrorisme russe et porté le trouble dans les esprits. Il n'y a pas à nous indigner des sauts de la politique anglaise. Elle reste conforme à ses traditions et ne s'inquiète guère si des fissures peuvent se produire dans les traités qu'elle a signés. Sa « superbe indifférence » (1) n'admet que ses intérêts propres. L'égoïsme insulaire étouffe la politique de sentiments. L'Angleterre a voulu abattre la puissance industrielle, commerciale et surtout maritime de l'Allemagne. Elle y a réussi, au moins pour un certain laps de temps. Le but est atteint. Les intérêts anglais sont satisfaits. Gardons-nous d'imiter l'Angleterre, mais faisons en sorte que nos intérêts soient de conformité avec les siens. Quand ils ne le seront pas, nous ne devons compter que sur nous.

C'est ce qui s'est produit le jour récent où la France seule a vu le danger et compris où était son devoir.

(1) M. Paul Barlatier : *Le Sémaphore* du 20 octobre 1920.

Certes, la France, plus exposée que tous autres pays, a eu une vision du danger autrement nette que l'Angleterre. Mais celle-ci ne s'est pas souciée d'envisager l'éventualité d'un péril continental à plus ou moins longue échéance. Nous n'avions pas les mêmes motifs qu'elle pour nous complaire et nous endormir dans la politique des réalisations satisfaites ! C'est pourquoi la France a eu et doit avoir le souci de réaliser le *modus vivendi* de l'avenir.

Le « nœud du problème », disait *Le Temps*, il y a six mois, est dans les relations que la France doit avoir avec la Pologne. Il importe d'élargir cette pensée dont la France seule a eu la compréhension. Oui, M. Millerand a frappé juste et ferme quand il a pris la virile décision de prêter l'appui de la France à la Pologne menacée. Mais ce n'est qu'un premier pas.

C'est du sort des nationalités slaves que dépendra la sécurité de l'Europe occidentale. Sur l'arrière de l'Allemagne, elles devront faire office de la *Barrière de l'Est* et serrer de près l'influence et les ambitions germaniques. « Allié naturel de la France, le nouvel Etat polonais est indispensable à l'équilibre international, et il montera désormais la garde devant le pangermanisme à l'Est, comme nous-mêmes dans l'Ouest (1). » Il ne saurait être mieux dit. Les puissances que la France a refaites, la Pologne, la Tchéco-Slovaquie et la Grande-Serbie, celle qu'elle a soutenue, la Roumanie, celle qu'elle a voulu oublier, l'Ukraine, peuvent faire un rempart contre les envahissements et les prétentions de l'Orient russe ou de l'Occident german. Ce groupement pacifique des puissances slaves est la meilleure des sauvegardes contre les dangers de demain et même de l'heure présente.

Fidèle à la politique du cri « Vive la Pologne ! », la France doit admettre cet autre cri « Vive l'Ukraine ! ». Car il s'agit de la même directive. Tous les pays amis de l'Est européen sont également conviés à s'asseoir autour de la table de *La Petite Entente*.

(1) M. Jacques Léotard : *La Nouvelle Europe*. « Bulletin » de la Société de Géographie de Marseille.

IV

L'Ukraine depuis 1917 : Petlioura. - La Rada.

Le Bolchevisme en Ukraine.

L'Union des Coopératives ukrainiennes.

Le Comité Ukrainien à Paris.

La *Carte ethnographique de la nouvelle Europe* (1) nous montre une Ukraine encerclée par la Grande-Russie, la Lithuanie, la Pologne, la Tchéco-Slovaquie, le pays magyar et la Roumanie. Elle va de Lemberg (Lwow) jusqu'à la région du Don, avec Kiev pour capitale et point central ; elle comprend des villes et agglomérations considérables, telles que Kharkov, Tchernigov, Ekaterinoslav, Novo-Tcherkask, Nicolaïev, Poltava en plein centre des Cosaques de l'Ukraine, avec Odessa sur la mer Noire et Azov sur la mer du même nom. Ce vaste territoire de la Petite-Russie, qui est une fois et demie comme la France, comprend une population à souche ukrainienne de plus de 40 millions d'habitants.

Si l'on remarque que ces régions sont traversées par le Dniéper, le Dniester et leurs affluents, que les terres sont d'une fertilité qui en faisait le grenier de la Russie, que les Cosaques ont la réputation d'une vaillance guerrière peu commune, et que les autres habitants sont connus pour leurs grandes dispositions agricoles, on conviendra qu'un pays si bien situé au point de vue géographique et d'une telle vitalité économique ne saurait être dédaigné ni négligé.

Il n'est pas dans notre intention de retracer les principaux faits de l'histoire de l'Ukraine, ni d'énumérer les

(1) *Carte ethnographique de l'Europe*, par Gabrys, secrétaire général de l'Union des Nationalités, à Lausanne (Librairie Centrale des Nationalités).

événements qui s'y sont déroulés depuis que le pays a subi le contre-coup de la révolution russe.

Il suffit d'observer qu'il n'est pas de ville plus éprouvée que Kiev. Plusieurs fois assiégée, elle est passée tour à tour entre les mains des gouvernements bolchevistes et anti-bolchevistes, même de Denikine. Si Petlioura, pendant plus de deux ans, a tenu haut et ferme le drapeau de l'Ukraine, il a été renié par ses compatriotes depuis le jour où il se réfugia en Pologne.

En avril 1917, Petlioura présida le premier Congrès militaire, qui réunit les représentants de deux millions de soldats ukrainiens. Et c'est à la même époque que se constitua, à Kiev, la première *Rada*, sorte de Parlement, qui forma le premier Directoire du Gouvernement National de l'Ukraine. En juin 1917 la *Rada* lança son premier manifeste à la nation. Mais le gouvernement russe ayant rejeté ses demandes, elle déclara qu'il lui appartenait désormais de fixer le régime de l'Ukraine. Kérénsky, cependant, se rendit à Kiev et reconnut le bien-fondé des aspirations nationales de l'Ukraine. La caractéristique de ce mouvement national fut son esprit démocratique. Le pays est resté fidèle à cette idée de la première heure.

C'est le 20 octobre 1917 que la *Rada* proclama l'indépendance de la République populaire ukrainienne.

Petlioura, mal secondé par une partie du pouvoir constitué, se déclara prêt, cependant, avec les 100.000 Cosaques recrutés parmi les paysans soucieux de défendre leurs terres, à poursuivre la lutte à la fois contre l'Allemagne et contre la révolution. C'est Petlioura qui écrivait : « Notre peuple a horreur des Bolchevistes. Il les considère comme des ennemis mortels. »

Et pendant plus de deux ans, l'Ukraine nationaliste put tenir tête aux envahisseurs, soit qu'ils vissent de la Pologne, de l'Allemagne ou de la Russie bolcheviste. Elle a prouvé la vitalité du pays des hetmans des Cosaques.

C'est en 1918 que Kiev tomba une première fois entre les mains des Bolchevistes, malgré la défense acharnée

des troupes nationales ; peu après, les troupes allemandes chassèrent de Kiev les Bolchevistes, occupèrent l'Ukraine, renversèrent le gouvernement national et nommèrent le général Skoropadski hetman de l'Ukraine. Mais les patriotes ukrainiens se soulevèrent contre les troupes d'occupation austro-allemandes, et le général Ossetsky organisa en 1918 avec un tel succès, dans tout le pays ukrainien, les cadres de l'armée nationale, qu'il fit perdre plus de trente mille hommes aux troupes envoyées contre lui. Et si bien, qu'après l'armistice éclata en Ukraine le soulèvement général contre l'hetman élu par le parti allemand. Skoropadski fut renversé ; les Allemands furent chassés du territoire ukrainien, et le Directoire de la République démocratique ukrainienne, présidé par Vinnitchenko, entra à nouveau en contact et en pourparlers avec les gouvernements alliés.

Néanmoins, l'Entente, mal conseillée et égarée par des missions dont il sera curieux de connaître les dessous, se refusa à reconnaître l'indépendance de l'Ukraine.

Aussi, en avril 1920, le pays était-il encore livré aux mêmes déchirements. A ce moment-là, deux gouvernements se disputaient le pouvoir : un gouvernement bolcheviste ukrainien et un gouvernement national ukrainien, démocratique et anti-bolcheviste.

Puisque, à l'heure actuelle, la situation est à peu près identique, il n'est pas inutile de mettre en lumière ce que sont ces deux organisations si divergentes. Nous y serons aidés par un rapport officiel que nous avons sous les yeux, et qui fixe de la situation en Ukraine un tableau d'une documentation précieuse.

« Le gouvernement bolchevik, — prétendu ukrainien, — dont le siège est à Kiev, n'est en réalité qu'un gouvernement d'importation moscovite, ne jouissant d'aucune confiance parmi les masses ukrainiennes. Les chefs en sont des étrangers à l'Ukraine, comme Rakovski. Ce gouvernement n'a aucune autorité dans le pays, où il ne se maintient que par la violence. Ses agents et ses gardes rouges n'occupent que les grandes villes, surtout du Nord

et du Nord-Est de l'Ukraine, et les nœuds de chemins de fer ; ils n'osent pas s'aventurer dans les campagnes. Leur situation est encore plus précaire que celle des troupes d'occupation allemandes en 1918. Les paysans leur refusent le blé qu'ils cachent dans des silos. Ils sont à la merci d'une insurrection paysanne. Chaque village ukrainien, même dans la zone formellement occupée par les Bolcheviks, vit d'une vie autonome, quasi indépendante, s'entoure de fortifications et de fils de fer barbelé et ne reconnaît aucun ordre des agents du gouvernement central.

« Le seul lien réel qui unit les paysans de l'Ukraine entre eux, la seule organisation en qui ils aient confiance et qui leur donne la possibilité de vivre, c'est l'*Union des Coopératives Ukrainiennes*. Cette Union, dont le centre est à Kiev, n'a aucun caractère politique. Elle a travaillé à l'échange des marchandises sous tous les régimes, (Directoire ukrainien, Denikine, Bolcheviks). Cependant, elle a un caractère nettement ukrainien. Elle est absolument indépendante de l'Union des Coopératives russes de Moscou. Elle groupe cinq millions de paysans ukrainiens, ce qui représente vingt millions de producteurs ou consommateurs. Elle dispose absolument du blé, des cuirs, du sucre, etc., qui peuvent encore être exportés en abondance de l'Ukraine. (La Moscovie n'a aucun produit alimentaire et probablement que très peu d'objets manufacturés à exporter.)

« Cette organisation est tellement puissante que le gouvernement « bolchevik ukrainien » de Kiev s'est vu obligé de la respecter et n'a pas osé mettre la main sur elle comme les Bolcheviks l'ont fait à Moscou.

« Même dans la zone de l'Ukraine occupée par les Bolcheviks, l'Union des Coopératives Ukrainiennes est un véritable Etat dans l'Etat, la seule force organisée avec laquelle il faille compter pour entrer en relations économiques avec les producteurs du pays, et commencer avec eux des échanges, seuls capables de faire baisser en Occident le prix de la vie. »

Il n'y a donc pas à se méprendre sur l'accueil que l'Ukraine a fait aux idées bolchevistes et sur l'opposition qu'elles y ont rencontrée.

Il est également reconnu que les Coopératives ukrainiennes, qui disposent de presque toute la production de l'ancienne Russie du Sud, se sont refusées à tout rapport et à tout lien avec l'Union des Coopératives de Moscou. Leurs représentants, au Congrès International des Coopératives à Genève, admit leur point de vue et accepta de les traiter séparément des Coopératives de Moscou, et sur le pied d'égalité.

Le Gouvernement National de la République démocratique Ukrainienne, installé à Kamenetz-Podolsk et à Mohilev, n'a cessé de défendre les intérêts de la démocratie paysanne contre toute menace d'oppression étrangère. « Il était le centre de ralliement autour duquel devait s'organiser, dans l'ordre et dans la paix, la vie ukrainienne. » L'a-t-il réalisée ?

Il est deux personnalités qui, sous apparence de servir la cause de l'Ukraine, lui ont fait un mal qui n'a pas encore été réparé : le baron Vassilko, agent de l'Allemagne dans l'Est européen, qui se considère chef des missions ukrainiennes à Berne, en Allemagne et en Hongrie, et le comte Tyszkiewitz, austrophile avéré pendant la guerre, ennemi acharné des démocraties française et ukrainienne, que le Directoire de Kiev avait eu précédemment l'imprudence de mettre à la tête de sa délégation auprès de la Conférence de la Paix, et qui, n'y travaillait qu'à déformer et à compromettre les vues du Gouvernement qu'il représentait.

Ces deux hommes, l'un à Berlin et à Vienne, l'autre à Paris, préparèrent la perte de Petlioura. Petlioura jouissait dans son pays de la plus grande et légitime popularité. Ataman en chef de l'armée, et à la tête des cinq membres du Directoire ukrainien, il était « le héros national » et, comme il a été dit, le « Garibaldi de l'Ukraine ».

Mais, « désespéré de n'avoir reçu aucun appui des puissances de l'Entente », et trompé par les faux rensei-

gnements que Tyszkiewitz lui transmettait, — or, celui-ci se faisait fort d'obtenir la reconnaissance des puissances alliées si on lui laissait pleins pouvoirs, et en particulier la faculté de s'appuyer sur certains milieux mondains et aristocratiques dont il faisait ressortir l'influence, — Petlioura se résigna et devint en quelque sorte le prisonnier d'une politique sans issue.

C'est ainsi que Vassilko et Tyszkiewitz, ennemis acharnés de la démocratie ukrainienne, ne tardèrent pas à entraîner Petlioura « dans une politique d'abdication nationale à l'égard de la Pologne impérialiste », et à le compromettre, — bien que la démocratie ukrainienne désirât rester en relations d'amitié avec la démocratie polonaise.

Un Conseil National fut convoqué à Kamenetz-Podolsk. Il chercha à remédier à cette situation, affirma sa volonté répétée de vivre en bons termes avec les démocraties voisines, mais déclara s'opposer à toute tentative d'impérialisme en Ukraine. Il blâma Petlioura d'avoir poursuivi une politique personnelle d'émigré et d'avoir fait le jeu de la réaction en Ukraine en se faisant représenter à Paris par le comte Tyszkiewitz, dont les menées avaient compromis le succès de la cause de l'indépendance. Petlioura, il est vrai, fut maintenu dans ses fonctions présidentielles ; mais le Conseil lui refusa le droit de nommer les ministres de la République Ukrainienne ainsi que ses représentants à l'étranger. C'est ainsi qu'il fut invité à se priver des services de M. Léviczy, dont il avait fait son ministre des Affaires étrangères et qui, l'avait précédé à Varsovie. Enfin, le Conseil National donna l'ordre à Petlioura de quitter au plus vite Varsovie et de réintégrer l'Ukraine, s'il ne voulait pas perdre la popularité dont il jouissait. « Le gouvernement démocratique était soutenu dans toute l'Ukraine par le Conseil National et par l'Union des Coopératives. »

Petlioura ne se rendit pas à cet appel. Avait-il rêvé de concilier les éléments de l'aristocratie et du clergé

d'Ukraine avec les organes démocratiques qu'il représentait ? Toujours est-il que ce refus, sans en chercher les pourquoi, causa une grande déception en Ukraine et ébranla sa popularité.

Pendant ce temps, le comte Tyszkiewitz, qui s'était rendu à San Remo pour tâcher d'obtenir de l'Entente la reconnaissance officielle de l'Ukraine, se trouvait dans une situation singulièrement fautive. Aussi ne parvint-il pas à recevoir des représentants de l'Entente l'accueil qu'il avait escompté.

Il ne nous appartient pas de faire ici le procès de cet aristocrate polonais, qui, émigré en Suisse depuis le début de la guerre, avait perdu le contact avec l'Est européen et ne connaissait rien de la situation réelle en Ukraine. Malgré des appuis que plus d'une fois il se vanta d'avoir rencontrés au quai d'Orsay, afin de grossir démesurément son influence, il arriva à ce résultat : tous les membres de la délégation ukrainienne à Paris blâmèrent ses intrigues et donnèrent leur démission de cette délégation.

C'est ainsi que le comte Tyszkiewitz en arriva à être le président d'une délégation qui n'existait plus et dont il était le seul membre.

Le rapport auquel nous empruntons la plupart de ces renseignements se terminait par ces mots significatifs : « Le comte Tyszkiewitz se dit représentant d'un gouvernement contre les intérêts duquel il travaille ouvertement et qui le désavoue. Il convient aux Alliés de ne prêter qu'une médiocre confiance à ses affirmations, et d'attendre que le gouvernement de la République Ukrainienne ait réorganisé sa délégation anti-bolcheviste à l'étranger pour décider du sort de la République démocratique Ukrainienne. »

Voilà ce qui se passait en avril 1920. Pour avoir quelque compréhension de la situation actuelle de l'Ukraine, il était besoin de faire ces précisions.

Depuis lors les événements ont marché.

Nous ignorons si le comte Tyszkiewitz poursuit à Paris ses menées en faveur de la cause impérialiste en

Pologne et en Ukraine. Du moins, il n'a plus le droit de la faire comme représentant d'une cause qui n'est pas la sienne. A défaut d'un représentant officiel à Paris, il s'y est constitué un Comité d'action ukrainien, qui, à côté du grand patriote Sidorenko et de M. Serbinenko, comprend le professeur Timochenko, de Kiev, et a à sa tête un membre de l'ancienne délégation, M. Galip, lequel n'a jamais cessé d'avoir la confiance du Gouvernement national.

A l'heure actuelle il semble que l'Ukraine soit soumise aux mêmes déchirements et aux mêmes alternatives. C'est le régime des Soviets, qui, sans appuis locaux sérieux et en fâcheuse posture, fleurit en certaines grandes villes ; et en les autres, de même que dans les campagnes, c'est un gouvernement d'esprit national qui, en l'absence des chefs des partis, s'est organisé localement et oppose une énergique résistance au Bolchevisme.

C'est partout la confusion et le chaos.

Il est permis, dès lors, de se demander si, à défaut de Petlioura, il se trouvera, parmi les hommes nouveaux, quelque patriote qui ait l'envergure et l'autorité nécessaire pour doter l'Ukraine du gouvernement qui lui fait défaut.

Quoi qu'il en soit, le Comité Central Ukrainien, que M. Galip et ses amis ont récemment créé à Paris, a pour but de coordonner tous les éléments en mouvement et de créer l'organisme d'une Ukraine indépendante et autonome. De nombreuses et éminentes personnalités ukrainiennes ont déjà adhéré à ce Comité, et l'ont chargé de défendre leurs intérêts auprès du Gouvernement français, aussi bien au point de vue politique qu'au point de vue économique. Nous savons que le Gouvernement allemand est entré en conversation avec certains éléments plus ou moins autorisés de l'Ukraine. C'est que l'Allemagne a grand intérêt à faire une Ukraine rentrant dans sa sphère d'action. Il ne faudrait pas, cependant, que pour ne pas vouloir admettre l'indépendance d'une nationalité qui se manifeste d'une façon si intense et si tenace, la France, par une regrettable abstention de toute poli-

tique vis-à-vis de l'Ukraine, laissât le champ libre à l'Allemagne et favorisât ses agissements et ses intrigues.

Il n'est donc que temps que la France s'inquiète d'un pays qui est considéré comme rentrant dans notre zone d'influence.

« La création du Comité Ukrainien à Paris, nous écrit-on, a provoqué le plus grand enthousiasme parmi les chefs des partis ukrainiens à l'étranger, qui cherchent un point fixe autour duquel ils pourront se grouper. Rien ne nous serait plus facile, même encore à l'heure actuelle, de rallier autour de la France la grande majorité des Ukrainiens et de faire de l'Ukraine une république sœur de la nôtre. » Si la France, en effet, appuyait sérieusement le Comité Ukrainien, elle déjouerait les plans de ses adversaires.

V

Ce qui doit être de l'Ukraine. Les cinq puissances de la Petite Entente. Quelle sera la sixième ?

La plupart des émigrés de l'Ukraine, chefs politiques et personnalités de marque, qui ont fui devant le Bolchevisme, se sont retirés à Vienne. C'est dans la vieille capitale de la jeune République démocratique d'Autriche que se sont réfugiés trois membres du Directoire ukrainien, Makarenko, Andréievsky et Petrouchevitch. Ce dernier est le Président de la République Ukrainienne de la Galicie Orientale que les Polonais ont jugé bon d'abolir.

Vienne est donc le centre principal de l'émigration ukrainienne nationale, tandis que, avec Petlioura et son entourage, Varsovie était plutôt devenue un centre d'agitation aristocratique et impérialiste. Et ce milieu subissait forcément l'ascendant de Pilsudski, lequel, peut-être, s'efforce trop d'échapper aux sages avis et à l'influence de la France. Petlioura avait pensé qu'à Varsovie la situation se dégagerait plus nette et que le sort de l'Ukraine pourrait s'y orienter. Nous croyons plutôt qu'il eût mieux fait de venir à Paris pour y plaider lui-même la cause qui lui était chère.

Si j'ajoute que bon nombre d'émigrés ukrainiens se sont également repliés sur Prague et même sur Berlin, il est permis de supposer que ce sera dans ces quatre capitales de l'Europe centrale que pourrait s'agiter, sinon se résoudre, le sort de la grande Ukraine.

Il reste à savoir à quel moment Paris et l'Entente ont l'intention de prendre position. Leurs vues ne sauraient être contraires au principe des nationalités et aux idées

de justice entre les peuples. Or, dans la paix, les vainqueurs ont voulu avant tout respecter la liberté des aspirations nationales.

La diplomatie française, m'écrivait-on l'autre jour, « ne sait pratiquer d'autre politique que celle de l'absence » ; en ce qui concerne l'Est européen, « elle se cache trop derrière le paravent de la Pologne ». Le mot est sévère, mais pas excessif. La politique *d'absence* n'est pas autre chose que la politique *d'abstention*, c'est-à-dire la politique du vide. Les absents ont toujours tort. L'absence de politique est-elle bien digne de la France ?

En ce qui concerne l'Ukraine, la situation se modifie un peu tous les jours, mais il n'est pas dit que ce soit à notre avantage. Peut-être, s'il n'est pas trop tard, nous devrions nous préoccuper de la légitimité des aspirations d'un pays qui veut vivre par lui-même ! Cet appui moral de la France et de l'Entente aurait pour premier résultat en Ukraine de précipiter la fuite du Bolchevisme et d'y favoriser non pas l'éclosion, mais le développement d'un sentiment national qui aiderait à la formation d'un gouvernement définitif.

En effet, m'écrit-on encore : « Quel aveuglement de ne pas voir que le nationalisme ukrainien et celui des allo-gènes de Russie peuvent seuls amener la chute du Bolchevisme ! »

Il semble, dès lors, que ces conclusions peuvent être admises :

1° Le peuple ukrainien, composé en grande majorité de petits propriétaires fonciers, dans une proportion de 80 % environ, constitue des éléments farouchement anti-bolchevistes.

Il est peu probable que les insurrections récentes à la suite desquelles les troupes rouges avaient évacué une fois de plus la région d'Odessa, celle de Nicolaïev, et même celle de Pultava, et s'étaient repliées sur Kiev, aient eu un résultat favorable, puisque les armées de Wrangel ont été écrasées en Crimée ; mais elles dénotent, à n'en pas douter, que les populations essentielle-

ment agricoles de l'Ukraine sont réfractaires au régime des agitateurs bolchevistes.

2° Les Bolchevistes connaissent si bien le patriotisme du peuple ukrainien qu'ils ont formellement reconnu l'indépendance de l'Ukraine. Mais ils n'ont fait qu'admettre le principe, de même qu'ils l'ont accepté dans le récent traité russo-polonais, dit de Riga. Le gouvernement bolcheviste instauré dans les villes principales, n'a d'ukrainien, en réalité, que le nom, la façade. Il a à sa tête le fameux agitateur Rakovski, un Bulgare de Roumanie, qui, d'après certains bruits que les journaux ont récemment enregistrés, aurait été obligé de quitter l'Ukraine. Ce gouvernement ukrainien n'est pas reconnu par les populations qui lui refusent les recrues, le blé, le bétail, et répondent par la révolte à ses réquisitions et à ses exigences. Les récentes insurrections des paysans ukrainiens conduits par Mahno en sont la preuve. Et les insurrections qui se généralisent montrent bien l'état d'esprit. A l'heure actuelle, nous écrit-on, « cinq cents atamans locaux, indépendants les uns des autres, dirigent les insurrections des paysans. »

3° L'armée rouge, repoussée, meurtrie et singulièrement affaiblie par les Polonais, a pris un regain de vitalité depuis l'échec des troupes du gouvernement de la Russie Méridionale. Mais elle ne pourra être anéantie que par l'aide efficace du peuple ukrainien. Le général Wrangel s'en était rendu compte. Aussi, loin de refuser l'appui des révoltés ukrainiens, les avait-il recherchés ; et ses armées comprenaient les cosaques de la région du Don ainsi que de nombreux insurgés du pays d'Ukraine. « Hier, écrit M. Charles Rivet, correspondant du *Temps* (1) en Orient, les hetmans des cosaques du Don, du Kouban, du Térék et d'Astrakan, tous revenus aux côtés du général Wrangel, après avoir abandonné Denikine à cause de sa politique centraliste, scellaient solennellement leur alliance avec les Russes et avec ceux des représentants

(1) *Le Temps* du 26 octobre 1920.

fédéralistes de l'Ukraine. » Et M. Ch. Rivet ajoutait un peu vite : « Wrangel a trouvé la bonne piste, il s'y est engagé en « condottière » avisé qui sait que « le dernier mot, désormais, appartiendra aux masses. »

Mais pour que ce concours de l'Ukraine soit plein, entier et efficace, il est besoin que le pays soit sorti du chaos dans lequel il se débat, et par conséquent que l'Entente lui ait préalablement prêté son aide *morale*ment et *matériellement*.

Moralement : Il ne s'agit que de reconnaître l'indépendance de l'Ukraine, comme les Alliés l'ont fait pour les autres Etats reconstitués sur les débris de l'Autriche et des autres puissances.

Matériellement : L'Ukraine ne réclame à l'Entente aucun concours militaire. Elle ne manque pas de soldats. Elle ne lui demande que l'envoi des produits manufacturés dont elle a un pressant besoin, et elle ne les lui demande que contre échange de ses blés. Or, malgré l'arrêt de la culture et de la production, l'Ukraine est parfaitement en mesure d'exporter des blés pour les peuples amis qui sauraient lui inspirer confiance.

Si, à l'heure actuelle, par suite des invasions successives qui ont ravagé l'Ukraine et l'ont empêchée de jouir d'un gouvernement stable, le pays est en complète anarchie, l'on peut dire que c'est une « anarchie organisée ». C'est ainsi, nous écrit-on, que « chaque village est une citadelle fortifiée qui possède sa propre milice, ses armes, ses tranchées, et qui se défend *proprio motu*. Les villages d'une même contrée sont syndiqués et il y a un état-major commun. Tout cela forme un réseau serré dans lequel les agents bolcheviks venus du Nord ne peuvent s'aventurer sans courir le risque d'être tués. » Et M. Jean Pélissier, qui vient de passer plusieurs mois en mission en Ukraine, ainsi qu'à Prague et à Vienne, ajoute : « Cet état d'insécurité et d'anarchie rend impossible la culture de la plupart des terres labourables de ce pays qui était le grenier à blé de l'Europe. » La remise en culture de ces terres constitue donc un pressant besoin pour l'Europe, car une sage répartition des

blés de l'Ukraine serait précieuse pour le ravitaillement et pourrait amener quelque détente dans la hausse continue du coût de la vie. Notre intérêt économique nous commande donc d'inviter ce pays des rives du Dnieper et du Dniester à faire ses semailles. Et l'Union des Coopératives Ukrainiennes, dont nous avons fait ressortir la puissance, aurait les moyens de nous ravitailler.

4° La pacification et l'organisation définitive de l'Ukraine ne peuvent être qu'une œuvre de longue haleine. Cette pacification ne saurait se faire que lentement, en partant de la côte, « et avec l'étroite collaboration des éléments du pays ».

Il importe, en effet, de renoncer à imposer aux Ukrainiens la tutelle des Polonais ou toute autre. Ils ont droit à l'indépendance et veulent être eux-mêmes. L'organisation du pays ne peut être faite que sur place.

De même il y a impossibilité de faire œuvre sérieuse et durable avec les émigrés ukrainiens de Vienne, Prague, Berlin et Varsovie. Ils ont perdu le contact avec le pays. Le gouvernement du Directoire n'a plus la confiance des masses populaires qui l'ignorent ou veulent l'ignorer depuis que ses membres ont préféré l'exil. C'est parce qu'il s'était réfugié à Varsovie et y avait poursuivi une politique de soumission à la Pologne, que Petlioura lui-même paraissait avoir perdu la popularité dont il a joui à la tête des armées et du pouvoir durant près de trois ans. D'autre part, Petlioura est au plus mal avec la plupart des autres membres du Directoire qui lui reprochent d'avoir voulu s'arroger la dictature. Il y a là un antagonisme dont il serait difficile de ne pas tenir grand compte.

Mais après être rentré en Ukraine, avoir regagné le cœur de certains de ses anciens partisans et avoir repris le commandement de celles de ses troupes qui lui étaient restées fidèles, Petlioura a dû regagner la frontière. Il est donc difficile de savoir ce qui sortira de cet imbroglio.

Il est à se demander, cependant, si cette grosse question ukrainienne ne serait pas à reprendre au pied du mur et avec des hommes nouveaux qui ne se sont com-

promis dans aucun parti. Où trouver ces éléments ? En Ukraine incontestablement. Il n'est pas impossible au Comité Ukrainien à Paris, et à la France mieux renseignée et mieux conseillée, de reconnaître et de rechercher quels sont ceux des vrais patriotes qui sont qualifiés pour doter l'Ukraine du régime qu'elle attend.

La plupart des Etats de la Nouvelle Europe avaient tourné leurs regards vers la France et avaient mis en elle toutes leurs espérances. Certains paraissent désabusés et se désaffectent partiellement. Même en Tchéco-Slovaquie, qui doit tant à la France, en Yougo-Slavie et en Roumanie, une importante fraction de l'opinion, si nous sommes bien informés, serait portée à nous accuser de poursuivre avec la Pologne une politique rétrograde et impérialiste. Ces pays seraient disposés à nous charger de toutes les fautes de l'impérialisme polonais. Un mot d'un Français à Varsovie a circulé et aurait fait fortune : « Je suis impérialiste et bourgeois. ». Certes, il n'y a rien et il ne doit rien y avoir de militariste dans l'attitude de la France. Mais c'est déjà trop que l'accusation ait pu se produire.

A cet égard il n'est pas inutile de rappeler ce que le sénateur Lodge, dont on connaît l'autorité, écrivait il y a quelques mois au président Wilson : « J'estime que tout le monde civilisé a contracté une énorme dette de reconnaissance envers la France pour les merveilleux services rendus par elle pendant la guerre. Après tout, c'est la France qui a supporté le poids principal de l'attaque. *Je ne crois pas du tout que la France soit militariste.* Je crois qu'elle désire être protégée contre le retour des souffrances endurées par elle, et j'estime que nous devons tous partager ce sentiment. » Si M. le sénateur Lodge n'est pas récemment venu chez nous, il n'en connaît pas moins à fond l'âme de la France. Le président Wilson, après avoir saisi où était la politique de la justice et du droit, et avoir si magnifiquement contribué à en assurer le triomphe, semble s'être écarté de son œuvre, — même de la Société des Nations, — pour nous

avoir insuffisamment étudiés et compris. Mais il est du moins aux Etats-Unis des esprits, — et il y a lieu de croire que beaucoup pensent et sentent ainsi que l'écrit M. le sénateur Lodge, — qui comprennent ce que la France a souffert et ce qu'elle souhaite. Elle ne veut qu'empêcher le retour des affreux massacres qui ont ensanglanté l'Europe.

Il appartient aux alliés de la France de se pénétrer de ces paroles du sénateur Lodge. L'Italie n'aura pas grand peine. Son âme latine ne manque pas de souplesse, et nous comptons sur sa bonne foi. L'Angleterre a une psychologie qui s'adapte plus difficilement, mais elle n'a qu'à faire un effort. Elle le peut et elle le doit. Et nous savons que nous pouvons compter sur la probité anglaise. L'esprit des affaires ne l'a pas étouffée ni entamée. Comme l'a dit M. Lloyd George : « La victoire militaire est due à l'accord des peuples de l'Entente. Cet accord doit durer pour assurer le succès économique des peuples », et éviter toute possibilité d'un nouveau cataclysme.

La France peut donc encore jouer dans l'Est européen le rôle de pacificateur, et surtout en ce pays d'Ukraine où tout est à créer. Nous devons lui ouvrir quelque crédit. N'est-il pas de grand intérêt, en effet, de restaurer l'établissement d'une ligne entre Marseille et Odessa ? Et fleuves et voies ferrées ne sont-ils pas également en mesure de nous approvisionner des produits de l'Ukraine ?

Les intérêts économiques de la France s'allient donc à ceux de l'équilibre européen pour que soit édifiée, ainsi qu'elle y aspire, une Ukraine indépendante et autonome.

Le problème mérite d'être envisagé. Il se pose en ce moment d'une façon pressante. Pourquoi n'a-t-il pas encore été solutionné ? Est-ce parce que la fondation de l'Ukraine a été entourée d'un certain mystère ? Est-ce parce que sa création manquait de netteté et parce qu'elle s'est laissée embrouillarder dans des entretiens douteux entre l'Allemagne et les Bolcheviks de Brest-Litovsk ? Est-ce parce que son bureau central de la *Rada*,

passant de mains en mains, a été parfois la proie de certains amis de l'Allemagne ? Ou bien est-ce plutôt parce que les hommes qui tour à tour ont présidé à sa naissance, n'ont pas su se concilier les sympathies de l'Entente et avoir à Paris et à Londres des avocats et des défenseurs autorisés ? Petlioura, cependant, comme délégué du Directoire à la guerre, et comme Ataman en chef des troupes ukrainiennes, avait tendu les bras à l'Entente ! Et plus que jamais, l'Ukraine, réduite à ses faibles moyens, s'efforce de combattre à outrance l'évangile Léniniste !

Il est à espérer que le quai d'Orsay reprendra le problème et pour le résoudre. Il ne s'inspirera pas seulement des vues officielles de notre diplomatie, parfois imparfaitement renseignée, mais consultera également ceux qui ont le privilège d'être bien documentés. Tel, par exemple, et en première ligne, M. Ernest Denis, l'éminent professeur de la Sorbonne, dont on connaît les beaux travaux et le rôle inappréciable dans la reconstitution des nationalités slaves qu'il possède comme pas un. Tel, également, M. Franklin-Bouillon, ancien ministre, que la Commission des Affaires Extérieures a appelé, en raison de sa compétence reconnue de tous, au poste de Délégué général de la propagande à l'étranger. La Chambre des Députés sait que M. Franklin-Bouillon est admirablement outillé pour connaître des problèmes de notre politique extérieure avec leurs dessous les plus compliqués.

Au lendemain des entretiens que M. Take Jonesco vient d'avoir à Paris, le moment n'est-il pas particulièrement opportun ? Les Roumains, les Tchéco-Slovaques et les Yougo-Slaves, tous amis de la France, ont eu l'idée, pour résister aux prétentions impérialistes et aristocratiques de la Pologne, à celle des magnats de Hongrie, et aussi pour faire la diversion qui s'impose, de créer cette *Petite Entente*, dont nous aurions pu prendre la direction, et qui maintenant menace de s'organiser en dehors de nous. L'Angleterre semble avoir compris l'esprit de la *Petite Entente* et en avoir reconnu l'utilité

pratique. M. Take Jnesco est venu ces jours-ci à Paris pour en exposer le programme et en faire adopter les vues. Il semble que le moment psychologique a sonné pour nous d'entrer dans cette voie et de donner notre appui à une œuvre bien faite pour constituer un atout dans notre jeu.

La *Petite Entente* ne peut-elle pas être le germe de cette nouvelle *Barrière de l'Est*, dont nous parlions plus haut, ou même en faire office ? Et si M. Take Jnesco et les autres diplomates de l'Est européen n'en avaient pas pris l'initiative, n'eût-il pas appartenu à la France de la susciter ou de l'inventer ? C'est une bonne fortune qu'elle soit née des circonstances présentes.

« La *Petite Entente*, a dit M. Take Jnesco, doit com-
« prendre les nations amies qui s'alignent depuis la
« Baltique jusqu'à la Méditerranée ; elle sera l'avant-
« garde de la *Grande Entente* et constituera un rempart
« contre toute tentative d'attaque. » Il s'agit, a-t-il dit,
« de fonder une petite Ligue des Nations « dans le cadre
« de la grande Ligue ». Voilà un programme qui ne sau-
rait déplaire à l'Ukraine ! M. Take Jnesco a parlé des
cinq puissances de la *Petite Entente*. L'Ukraine peut et
doit être la sixième et elle ne sera pas la moindre.

Quand l'Ukraine sera constituée, elle deviendra nécessairement, comme nous l'avons dit plus haut, un des principaux piliers de cette politique d'ensemble. La gestation de l'Ukraine aura été longue. Son enfantement aura été laborieux. Mais elle triomphera de tous les obstacles, parce que malgré l'anarchie dont le pays est atteint, elle possède cette âme nationale qui fait de grandes choses. Quand les patriotes seront groupés, ils auront le sentiment et le souci de leur devoir et créeront le plan de restauration. C'est ainsi que l'Ukraine restaurée prendra rang dans cette nouvelle *Barrière de l'Est*, une ligue des peuples qui ne peut et ne doit être qu'un des éléments essentiels de la paix.

A la France de savoir se la concilier.

M. Charles Rivet, dont il y a plaisir, en raison de ses compétences en matière slave, à mettre la pensée en

relief, écrivait l'autre jour : « La Russie, que tous ses enfants veulent grande et forte, sera *démocratique* ou elle ne sera pas (1). » Et cependant il se demandait si la Russie future n'irait pas jusqu'à admettre, comme possible, quelque restauration monarchique. Nous croyons plutôt à un édifice nouveau des nationalités. Mais le moujik lui-même est en train de réaliser son évolution. Il secouera son inertie pour se faire conservateur des terres qu'il a acquises à si bon compte ! Pour le moment, il ne souhaite qu'un gouvernement régulier, qui lui garantisse la sécurité de son avoir. Comme le fait judicieusement remarquer M. Ch. Rivet, la Révolution russe aura eu l'étrange particularité de faire de ce paradoxe une vérité : « Les Bolchevistes auront créé en Russie la propriété rurale ; le communisme aura été le fondateur de la bourgeoisie. En sorte que la propriété individuelle, la petite propriété agricole, sera le pivot de la vie politique et sociale de la Russie de demain (2). »

Et M. Rivet a ajouté : « L'Ukraine existe comme un fait indéniable dans l'imagination des compatriotes de Gogol comme dans celle de bon nombre d'Européens. L'ukrainisme est devenu, lui aussi, une affaire nationale (3). »

Nous n'avons pas dit autre chose.

Le cri de « Vive la Pologne ! » et le cri de « Vive l'Ukraine ! » sont donc deux cris parallèles qui se complètent et doivent se confondre. Ils émanent de la même directive et exigent la même politique.

Si je n'ai pas réussi à démontrer cette donnée du problème, j'en ai fait le modeste et loyal essai.

(1) *Le Temps* du 26 octobre 1920.

(2) *Le Temps* du 31 octobre 1920.

(3) *Le Temps* du 26 octobre 1920.

NOTE DE LA DERNIÈRE HEURE

Le complet échec des armées du général Wrangel, plus rapide qu'il n'était permis de le prévoir, et qui s'est changé en déroute, met à néant les espérances que l'on fondait sur lui, et pose plus angoissante que jamais la question de la reconstitution de la Russie et de l'avenir de l'Orient Balkanique.

Il n'est rien de changé aux arguments que nous avons développés. Nous avons dit que c'est par le concours des masses ukrainiennes et cosaques anti-bolchevistes, sous la direction d'un Comité National, que le régime des soviets peut être endigué, tenu en brèche et entamé. Les événements qui se précipitent fortifient notre argumentation.

Il n'est pas sûr que les troupes ukrainiennes, auxquelles commande le général Pavlenko, puissent résister à la Russie bolcheviste. Il importe, cependant, de se méfier des dépêches qui ont déjà annoncé leur recul et leur destruction.

A la France, et à ceux des alliés qui par esprit de sécurité voudront se joindre à elle, de grouper, de favoriser et de soutenir ces divers éléments de l'Ukraine des cosaques et des coopératives, et de prêter aide et appui au Comité Ukrainien de Paris.

Un de nos correspondants nous écrit : « Rien n'est plus attristant dans l'histoire du monde que le spectacle d'un grand peuple comme la France, qui vient de remporter la plus grande victoire de tous les temps et qui semble prendre le malin plaisir d'en perdre tous les fruits. »

Et pendant que nous soutenions l'ombre de Wrangel, les allemands cherchent à s'emparer de la proie ukrainienne et caucasienne.

La voie à suivre est donc celle que nous offre le Comité Ukrainien. Là Grande Russie ne pourra être sauvée du bolchevisme que par un mouvement national qui puisera sa force dans les éléments groupés de la démocratie rurale. Il n'en sera pas autrement de la Petite-Russie.





Imprimerie
du "Sémaphore"
Berlatier
17-19, rue Vauvenargues
Marseille